



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

## Préfecture

Direction de l'animation  
des politiques publiques  
Bureau des installations classées

ARRETE du 22 décembre 2010  
complétant l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1996,  
relatif à la mise aux normes du plan d'épandage de l'élevage porcin exploité  
par M. Pierre LOCHOU au lieudit "Kertanguy" à LOQUEFFRET

N° 171-2010/AE

LE PREFET DU FINISTERE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de l'environnement et notamment les Titres II et IV du livre 1er, le Titre 1er du livre II et le Titre 1er du livre V - partie législative et réglementaire;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, volailles et/ou gibiers à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 6 décembre 1979 fixant les prescriptions générales applicables en matière de lutte contre l'incendie ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2009-1210 du 28 juillet 2009 modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 72/96 A du 8 octobre 1996 complété par l'arrêté préfectoral n° 142/03 A du 20 juin 2003 autorisant M. Pierre LOCHOU à exploiter un élevage porcin au lieudit "Kertanguy" à LOQUEFFRET ;
- VU la demande présentée par M. Pierre LOCHOU concernant la mise aux normes du plan d'épandage de l'élevage porcin exploité au lieu-dit "Kertanguy" à LOQUEFFRET ;
- VU l'avis émis par :
  - - M. le directeur de la délégation territoriale de l'agence régionale de santé le 19 juillet 2010
- VU le rapport n°EN1001653 de M. l'inspecteur des installations classées en date du 24 septembre 2010 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 14 octobre 2010 ;
- VU les autres pièces du dossier ;

CONSIDERANT que les nuisances occasionnées par cette installation classée sont prévenues par des mesures compensatoires fixées dans le présent arrêté, permettant de préserver les intérêts mentionnés aux articles L 511.1 et L 512.2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT :

- *Les éléments techniques du dossier ;*
- *L'extension des surfaces exploitées en propre ;*
- *La fertilisation équilibrée en azote et phosphore*

CONSIDERANT que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de 15 jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté établi à l'issue des consultations susvisées ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture du Finistère

### ARRETE

**ARTICLE 1er** : L'article 1er de l'arrêté du 8 octobre 1996 , est modifié et complété comme suit :

➤ Monsieur Pierre LOCHOU est autorisé à exploiter, conformément au dossier de mise aux normes du plan d'épandage présenté et à ses annexes, un élevage porcin situé au lieudit "Kertanguy" à LOQUEFFRET pour un effectif de :

**1080 animaux équivalents répartis comme suit:**

◆ **1080 porcs charcutiers et cochettes non saillies dans la limite de 3000 porcs charcutiers engraisés sur l'exploitation par an**

**L'arrêté complémentaire n° 142/03A du 20/06/2003 est abrogé**

L'exploitant doit respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 1979 fixant les prescriptions générales applicables en matière de lutte contre l'incendie ;

L'exploitant doit également respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et celles de son arrêté préfectoral d'autorisation du 8 octobre 1996 modifié et actualisé par les prescriptions suivantes :

**La prescription concernant l'exclusion des parcelles est abrogée**

**Les prescriptions modifiées :**

- ✓ *Analyses annuelles de l'eau et triennales des terres*

**Est remplacée par :**

- ✓ La réalisation, sur le plan d'épandage, d'analyses d'eau annuellement et de terre tous les trois ans.

- ✓ *La tenue du cahier de fertilisation*

**Est remplacée par :**

- ✓ La tenue du cahier de fertilisation est obligatoire ainsi que l'enregistrement des épandages réalisés sur les terres mises à disposition ( bordereaux de livraison de déjections animales intégralement renseignés et co-signés par les 2 parties). Le cahier de fertilisation doit être complété selon les prescriptions réglementaires en vigueur, notamment toute intervention doit être inscrite dans les 30 jours qui suivent et le récapitulatif doit être établi au plus tard un mois après la fin de la campagne. Il est disponible sur l'exploitation.

- ✓ *Mise en place d'un compteur volumétrique d'eau*

**Est remplacée par :**

- ✓ La mise en place d'un compteur volumétrique sur la conduite d'alimentation en eau de l'élevage avec relevé régulier au moins annuel pour suivre la consommation de l'élevage.

### **Les prescriptions ajoutées :**

- ✓ Le respect des prescriptions techniques liées à l'épandage d'effluents d'élevages telles que définies dans l'arrêté préfectoral en vigueur relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole, notamment le calendrier et les distances d'épandage imposés.
- ✓ La tenue d'un plan prévisionnel de fumure est obligatoire. Il doit être renseigné conformément aux prescriptions du programme d'actions. Il est disponible sur l'exploitation
- ✓ En cas de résiliation de mises à disposition, présenter une solution de remplacement dans un délai de 3 mois. A défaut l'exploitant devra réduire ses effectifs à hauteur du plan d'épandage effectivement disponible ou cesser son activité
- ✓ Tenir trois ans à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les justificatifs de réalisation et résultats de l'alimentation biphasée (aliments industriels ou à la ferme):
  - Récapitulatif annuel des fabrications et/ou achats d'aliments, par type d'aliments;
  - Taux de matière azotée totale des aliments achetés et /ou fabriqués;
  - Preuve de l'alternance de l'aliment notamment croissance/ finition;Conserver pendant un an les formulations des différents types d'aliments et, dans le cas de fabrications à la ferme, les analyses de matière première réalisées par un laboratoire agréé.
- ✓ Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est à dire aux intérêts mentionnés à l'article L511-1) doit être immédiatement signalé aux sapeurs pompiers (CODIS ), au Maire de la commune, à la Préfecture et à l'inspecteur des Installations Classées.

**ARTICLE 2** : La présente décision peut faire l'objet :

- ♦ *de la part du **titulaire** de l'autorisation d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de la date de notification,*
- ♦ *de la part des **tiers** d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de RENNES dans un délai de quatre ans à compter de la publication dudit arrêté.*

**ARTICLE 3** : Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet de CHATEAULIN, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs des installations classées (direction départementale de la protection des populations) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
le secrétaire général

signé :

Jacques WITKOWSKI

### **DESTINATAIRES:**

- M. le sous-préfet de CHATEAULIN
- M. le maire de LOQUEFFRET
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer
- M. le directeur de la délégation territoriale de l'agence régionale de santé
- M. l'inspecteur des installations classées (direction départementale de la protection des populations)
- M. le commandant du groupement de gendarmerie
- M. Pierre LOCHOU